

L'ÉDITO

Martine Dubuisson

LA CRISE DU CETA, C'EST AUSSI UNE CRISE BELGO-BELGE

Selon que l'on soit d'un camp ou de l'autre, pro ou anti-Ceta, l'image de la Belgique qui s'impose est très différente. Largement renforcée grâce à cette petite Wallonie qui ose tenir tête aux multinationales et artisans du commerce sans limite. Ou fortement abîmée à cause de cette Wallonie qui isole notre pays en Europe et empêche nos entreprises d'exploiter de nouveaux marchés. Les uns - jusqu'à la journaliste Natacha Polony qui le débâcherait bien pour les élections présidentielles françaises de 2017 - voient en super-Magnette le nouveau défenseur universel de la gauche et des petites gens. Les autres ne détectent en lui qu'un anti-héro, « fossoyeur de la Belgique » (CD&V), un « arrogant » qui « dépasse Syriza sur sa gauche » et « abîme non seulement la Flandre mais désormais aussi l'Europe et le commerce

international » (Bart De Wever), une « menace pour les emplois flamands » (N-VA).

La vérité ne s'embarrasse pas de caricatures. Et ici comme à l'étranger, chacun se fera son opinion. Mais force est de constater que, dans certaines parties du monde, le « Belgium bashing » pourrait reprendre de plus belle. Sachant que, pour utiliser une formule du ministre des Affaires étrangères, le « Belgium ba-

C'est pas moi, c'est l'autre il y avait sans doute d'autres choses à dire...

shing » tient parfois de l'auto-bashing. Ben Weyts, ministre N-VA, avait beau jeu de tweeter dès hier : « Le monde sait à présent que le problème du pays Belgique est qu'il est en fait deux pays »...

Il est vrai que le spectacle qu'ont donné lundi les responsables des différents pouvoirs du pays (fédéral et Régions), à un moment où nous sommes scrutés des quatre coins du monde, n'est en rien celui de l'unité, de la cohérence, de la recherche de solution.

On avait pourtant réuni (et ce n'était pas la première fois) le bien mal nommé « comité de concertation ». Soit le lieu où les

divers gouvernements tentent de régler leurs différends. Nous sommes bien sûr bien naïfs. Mais au lieu de tenter d'offrir à l'Europe et au reste de la planète l'image d'un pays qui, certes, a des avis divergents sur le Ceta, mais tente d'apporter une réponse coordonnée, chacun voulait avant tout refiler le valet noir à l'autre. Charles Michel et son gouvernement, manifestement sonnés par ce mauvais coup des sudistes, ont

déploré la « politique de la chaise vide » des Wallons depuis dimanche. Les Wallons et les Bruxellois ont regretté que le Premier ministre se soit borné à leur demander un « oui ou non » au traité de libre-échange avec le Canada, sans ouvrir de discussion sur les derniers litiges à régler. C'est pas moi, c'est l'autre : il y avait sans doute d'autres choses à dire en un tel moment... Mais ce dialogue de sourds en dit long sur l'état des relations intrafrancophones. Entre un MR isolé et incapable d'anticiper les réactions des autres partis du sud du pays. Et un attelage PS-CDH pas mécontent de damer le pion à celui qui a osé monter au fédéral sans partenaire du même camp linguistique. Oui, la crise du Ceta, c'est aussi une crise belgo-belge.